

Suivi de la politique française en matière d'environnement

Avril 2008

Source	Ce que dit ou fait la droite	Commentaire
Le Monde 2.04.2008	B.Accoyer, président UMP de l'Assemblée nationale, estime que l'environnement, la santé et l'avenir de l'alimentation dépendent des biotechnologies .	Un sénateur UMP (JF Le Grand) estime que des parlementaires pro-OGM sont « actionnés » par les semenciers : il suffit de comparer les argumentaires des uns et des autres, identiques.
Le Monde 2.04.2008	Les agrocarburants , lancés grâce aux plans Raffarin et Villepin, sont confrontés à un gouvernement plutôt silencieux.	L'efficacité économique, énergétique et environnementale des agrocarburants est mise en cause, ainsi que le danger qu'ils font peser sur l'alimentation (hausse des prix).
Le Monde 4.04.2008	Adoption par l'Assemblée nationale de l'amendement 252 ajoutant à l'article 1 du projet de loi sur les OGM que ces organismes ne peuvent être cultivés que dans le respect « des structures agricoles, des écosystèmes locaux, et des filières de production et commerciales qualifiées "sans organismes génétiquement modifiés" et en toute transparence ».	L'amendement a été voté par les élus socialistes, communistes et Verts, mais aussi par quatre élus de la majorité qui ont fait baculer l'Assemblée. Malheureusement c'était un vote en première lecture, l'UMP n'a pas encore dit son dernier mot pour défendre les biotechnologies et le système capitaliste. Le libéralisme économique montrera encore une fois que la défense des libertés, c'est d'abord celle des semenciers, pas celle des agriculteurs.
Le Monde 10.04.2008	L'ASN (autorité de sûreté nucléaire) a résumé un bilan 2007 contrasté devant l'Opecst.	Les accords nucléaires avec les pays émergents n'ont de sens que si la sûreté nucléaire est assurée par une autorité indépendante
Le Monde 10.04.2008	NKM en a « marre d'être confrontée à une armée de lâches » (au sein de l'UMP) en matière d' OGM (amendement 252).	En fait l'UMP critique NKM pour avoir laissé passer un amendement d'origine de gauche... alors que le texte initial était identique, mais retiré à la demande du rapporteur UMP.
Le Monde 10.04.2008	proposition des ministères des finances et de l'écologie d'une hausse du prix du gaz de 5,5 % après 4% en janvier.	Le gaz est indexé sur le prix du pétrole, l'énergie va devenir de plus en plus chère. La gestion politique de ce problème va devenir de plus en plus difficile étant donné ses répercussions sociales.
Le Monde 12.04.2008	Sarkozy et Fillon ont reçu le projet de loi issu sur l' environnement . Il sera présenté en conseil des ministres mi-mai.	Le projet parle de rénovation thermique des bâtiments de l'Etat ou passage au bio de 20 % des surfaces agricoles en 2020. Mais le principe d'une taxe carbone reste toujours à l'étude.
Le Monde 16.04.2008	L'Elysée et Matignon veulent clamer le jeu sur les OGM .	Selon un sondage IFOP, 78 % des personnes approuvent « les positions restrictives sur la culture des OGM ».
Le Monde 19.04.2008	Le projet de loi sur les OGM a été voté à toute allure en deuxième lecture au Sénat.	L'amendement 252 est conservé, mais la définition du « sans OGM » est renvoyée aux calendes grecques. Pourtant les distances de sécurité pour non contamination en dépendent.
Le Monde 22.04.2008	Le gouvernement va créer un « tarif social du gaz » alors que cette énergie a subi une augmentation de 4 % le 1 ^{er} janvier, puis une prochaine de 5,5 %.	Le gouvernement veut appliquer la règle tarifaire qui indexe le gaz sur le prix du pétrole. La CGT critique l'opacité de cette règle tarifaire et estime la hausse injustifiée étant donné les bénéfices de GDF (2,5 milliards d'euros en 2007).
Le Monde 25.04.2008	Borloo plaide pour une pause sur les agrocarburants , sans toutefois revenir sur les objectifs fixés en 2005.	La France voudrait consacrer 7 à 10 % des ses surfaces cultivées aux agrocarburants en 2010, le Brésil et les Etats-Unis y consacrent 20 à 30 %. Il va falloir trancher dans le vif...
Le Monde 30.04.2008	Le projet de loi Grenelle devrait entraîner un nouveau modèle de développement qui respecte l'environnement et allège nos besoins en énergie, en eau et autres ressources naturelles. Sarkozy a affirmé le 24 avril : « Je ne trahirai ni l'esprit, ni la lettre de Grenelle de l'environnement ».	Pourtant les blocages existent au sein de l'administration. Les collectivités locales craignent de régler une trop grande part de la facture. Borloo et NKM sont isolés au sein du gouvernement et de la majorité parlementaire. La résistance au Grenelle est fortement ancrée à Matignon et à l'UMP, chaque décision est l'objet de violents affrontements à droite.